

INTRODUCTION

NOUVELLES TECHNOLOGIES ET RELATIONS INTERNATIONALES

PAR

XAVIER PASCO (*)

Le 11 janvier 2007, un missile décollait du site de lancement de Xichang en Chine et détruisait quelques minutes plus tard, à 800 kilomètres d'altitude, un satellite chinois arrivé en fin de vie. La résonance internationale prise par cet événement a fortement contrasté avec l'absence notable de communication précise sur cet événement de la part des autorités chinoises. Pourtant, même si la cible était sans doute «coopérative» – peut-être participait-elle, elle-même, au guidage du missile –, ce coup au but montre à tout le moins une bonne maîtrise des «rendez-vous» spatiaux! Au-delà, c'est bien sûr la signification politique de cet événement qui a retenu l'attention et n'en finit pas de susciter de nombreuses interprétations. Les atermoiements des autorités chinoises, visiblement multiples et peu coordonnés à cette occasion, comme les réactions américaines, relativement feutrées dans un premier temps, laissent encore planer le doute quant à la nature réelle du «message» passé par la Chine.

Il reste que, indépendamment des relations sino-américaines, cet «exploit» a semé le trouble parmi les nations spatiales, en s'avérant le plus polluant de l'histoire spatiale par le nombre de débris qu'il a engendrés. Or, la multiplication des débris sur des orbites où évoluent de nombreux satellites fait l'objet de toutes les attentions depuis plusieurs années, notamment dans le cadre du Comité des Nations Unies pour les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (CUPEEA). Comble du paradoxe, 2007 est aussi l'année où ce Comité vient précisément d'entériner, à l'unanimité et au terme d'un long et patient processus, un ensemble d'orientations pour limiter ces débris. Gérard Brachet, président sortant du CUPEEA, fait le point sur les progrès réalisés dans ce domaine et, plus largement, dans le domaine de la sécurité collective dans l'espace, thème encore bien peu visible il y a quelques années, mais qui désormais occupe l'avant-scène dans les forums spatiaux internationaux. Prendre conscience des changements qui affectent le «paysage» spatial international et imaginer aujourd'hui les mesures pour un «développement durable» des activités spatiales de demain, voilà les principaux enjeux qui sous-tendent ce premier article.

(*) Maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France).

Sans doute plus médiatique, en tout cas mieux connu du grand public, le thème du réchauffement climatique et des querelles politiques qu'il engendre sur fond d'expertise scientifique est également abordé dans cette édition de l'annuaire. Jean-Louis Fellous, expert reconnu de ces questions, scientifique ayant longtemps travaillé au CNES, l'agence spatiale française, à l'Agence spatiale européenne puis à l'IFREMER en tant que directeur des recherches océaniques, désormais secrétaire exécutif du Comité mondial des satellites d'observation de la terre, fait le point des travaux et des conclusions du Groupe des experts sur le climat (GIEC) et des prises de positions encore vives qu'ils ont engendrées. Que le GIEC ait collectivement reçu en 2007 le prix Nobel de la Paix pour l'ensemble de ces travaux n'a pas encore atténué les controverses politiques et scientifiques et rend plus que jamais nécessaire l'expression d'un avis autorisé.

Enfin, tout l'intérêt stratégique de l'espace étant ainsi clairement révélé, il a semblé utile de faire le point sur l'évolution des politiques spatiales et sur l'état du monde en 2008 dans un domaine qui n'est plus l'apanage de quelques-uns. Cette évolution ayant évidemment un rapport direct avec l'ensemble des questions de sécurité et d'équilibre international, une vision synthétique des principaux objectifs nationaux sous-jacents aux principaux efforts spatiaux nationaux nous est proposée par Isabelle Sourbès-Verger, chercheur au CNRS (Laboratoire Communication et Politique), pour conclure cette série.